

Voici ce que disent [Louis GILLE](#), [Alphonse OOMS](#) et [Paul DELANDSHEERE](#) dans ***Cinquante mois d'occupation allemande*** (Volume 3 : 1917) du

MARDI 6 FÉVRIER 1917

Des mouettes ont fui le littoral dans le vain espoir de trouver ici une température plus clémente. Leurs bandes volent en rond au-dessus du bassin Vergote, devant le Palais royal, au-dessus du Mont-des-Arts et du square Marie-Louise. Hélas, les pauvres petites bêtes n'ont trouvé à Bruxelles que ... 15 degrés de gel !

Dans les campagnes, le thermomètre descend maintenant à 20 degrés sous zéro, si bien que les pommes de terre sont gelées et que le prix des produits de la terre est tout à fait inabordable. On demande 5 francs pour une botte de poireaux, 9 francs pour une botte de céleris, 10 francs pour un kilo de cerfeuil, légume qui naguère se donnait quasi pour rien.

Le nombre des écoles qui doivent fermer leurs portes faute de combustible va croissant. M. Frick, bourgmestre de Saint-Josse-ten-Noode, après avoir ordonné le licenciement des élèves, leur permet d'emporter, pour leurs parents, la quantité de charbon encore existante dans les écoles de la commune ; chaque écolier s'en retourne avec un petit sac sur le dos. Ce ne sont pas seulement les

modestes écoles primaires qui doivent renvoyer leurs élèves, ce sont maintenant les Athénées, les grands collèges libres. Même les établissements qui ont encore du charbon ne parviennent pas, tant le froid est grand, à chauffer suffisamment les classes.

Ce renvoi des élèves est une nouvelle cause d'embarras pour les familles ouvrières, où l'on ne sait que faire des enfants toute la journée par ce temps qui ne permet pas de les laisser s'ébattre dehors. Quand ils étaient à l'école, ils se trouvaient au chaud ; chez eux, il y a maintenant moins de charbon encore qu'à l'école et les petits malheureux sont livrés à un froid polaire.

La queue aux portes des magasins où les administrations communales vendent de minuscules rations de charbon se forme dans la nuit même. Oui, des gens vont, habillés de loques, stationner là à partir de minuit, au risque de tomber morts de froid, pour être sûrs d'avoir le matin un seau de charbon qui leur permettra de réchauffer au moins un peu leurs petits ! Quand l'heure de la clôture du magasin arrive, la file est loin d'être à son bout, et ce sont alors des explosions de désespoir et de colère chez ceux qui ont attendu en vain ; la police doit toujours se trouver là prête à intervenir.

S'il arrive qu'une charrette amène du charbon chez un marchand ou un particulier en ville, elle est en partie pillée en cours de route par les gens

du peuple ; les expéditions ayant une destination officielle sont escortées d'une bonne garde de policiers ou de soldats.

L'autorité ne permet plus aux marchands de réserver à leurs clients le charbon qu'ils parviennent encore à se faire envoyer. Ils doivent vendre ce charbon à tous ceux qui se présentent et au seau. Dès qu'un arrivage est connu du public, le magasin favorisé est assailli ; il faut la police et souvent des soldats pour empêcher des bagarres.

La souffrance des petites gens est devenue par le froid aussi aiguë que le froid lui-même. Ce midi un ouvrier portant dans une cruche une ration de soupe communale cheminait à côté de moi.

- *Que faites-vous, mon brave, pour passer vos jours ?*
- *Cela vous intéresse ? – me répond-il – avec un pli d'amertume aux lèvres. Eh bien ! voici. Ce que je vais vous dire est vrai maintenant pour des milliers et des milliers d'ouvriers comme moi. Depuis plus de deux ans, je n'ai plus gagné un sou. Je suis ouvrier peintre. Qui fait peindre à présent ? Personne. D'ailleurs, il n'y a plus ni couleurs, ni vernis, ni rien. L'huile de lin, indispensable en peinture et que nos patrons, en temps normal, paient fr. 0,70 le litre coûte maintenant – quand on en trouve – 24 fois plus, c'est-à-dire 16 francs 50 le litre. A ce prix, rien d'étonnant donc à ce que personne, pas même*

les millionnaires, ne fasse repeindre sa maison. Toutes les façades, toutes les portes de Bruxelles devraient être repeintes. Ce sera pour plus tard. En attendant, c'est la grande misère, il gèle à dix degrés sous zéro et je n'ai plus de charbon. Je n'ai plus de quoi en acheter. Vous me demandez comment je passe mes jours ? De la seule manière qui soit encore possible : dans mon lit. J'en sors pour aller à la Soupe communale et j'y rentre après avoir avalé ma



La Soupe populaire.

L'heure de midi dans un grand école.

- *ration. Je n'ai pas découvert d'autre moyen de résister aux privations et à ce froid. Après cela, dites que je suis un fainéant, cela m'est égal, car je sais que je ne le suis pas. L'un de ces jours*

sans doute, il me faudra partir pour l'Allemagne avec un nouveau contingent de chômeurs amenés en esclavage. Tant pis ! Je ne travaillerai pas pour ces gens-là ; plutôt périr complètement que d'aider l'Allemagne dans sa guerre contre mon pays.

Notes de Bernard Goorden.

La photo de la « soupe populaire » figure entre les pages 240 et 241 (chapitre XV, « Le secours alimentaire ») du volume **1** (deuxième partie) de **La Belgique et la Guerre (La vie matérielle de la Belgique durant la Guerre Mondiale** ; Bruxelles ; Henri Bertels, éditeur ; 1924 = 2^{ème} édition) par **Georges RENCY**. Lisez-en le chapitre suivant, « **Le vêtement – Le chauffage** » : <http://www.idesetautres.be/upload/RENCY%20VETEMENTS%20CHAUFFAGE%20BELGIQUE%20ET%20GUERRE%20T1%20pp246-251.pdf>